

Soutien à l'atténuation des effets déstabilisateurs du crime transnational organisé (M-TOC)

Atténuer la déstabilisation des régions frontalières dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest causée par les effets d'entraînement des points chauds de conflit régionaux.

Les enjeux

La Criminalité Transnationale Organisée (CTO) demeure une menace majeure en Afrique de l'Ouest. Il englobe le trafic illicite de drogues, d'êtres humains et d'armes à feu, le vol organisé de bétail, ainsi que le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. L'ampleur et l'impact de la CTO compromettent la bonne gouvernance, l'état de droit et entravent le développement économique et humain dans l'espace de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Dans la région, les groupes criminels et trafiquants exploitent l'intégration commerciale régionale, la faiblesse des capacités étatiques, la porosité des frontières et la corruption. L'instabilité politique croissante a permis à des groupes armés non étatiques (GANE), d'étendre leur contrôle territorial, affectant de plus en plus les zones frontalières nord des États côtiers comme la Côte d'Ivoire et le Ghana. Les économies illicites qui prospèrent dans ces zones frontalières financent directement les conflits et renforcent la capacité opérationnelle des GANE. Ces dynamiques, combinées à une gouvernance faible, à une marginalisation sociale et économique, ainsi qu'à une réponse étatique fortement axée sur la sécurité, créent un terrain fertile à l'instabilité.

L'approche

Le projet vise à renforcer la stabilité dans les zones frontalières grâce à des mesures ciblées contre la CTO. Dans le cadre d'une approche intégrée unique, il combine les réponses sécuritaires traditionnelles avec des actions de résilience communautaire

Nom du projet	Soutien à l'atténuation des effets déstabilisateurs du crime transnational organisé (M-TOC)
Mandataire	Ministère fédéral des Affaires étrangères d'Allemagne
Mise en œuvre	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH et Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée (GI-TOC)
Zone d'intervention	Région CEDEAO, avec un focus sur la Côte d'Ivoire et le Ghana
Tutelle politique	Commission de la CEDEAO
Durée d'exécution	Du 01/2024 au 03/2026
Budget	4.5 millions d'euros

ascendantes, tout en s'appuyant sur un corpus de recherches portant sur l'intersection entre économies illicites et instabilité. Le projet soutient le (ré)établissement de l'autorité de l'État, lutte contre les effets déstabilisateurs de la CTO et des économies illicites, prévient les risques liés à une réponse excessivement sécuritaire, et contribue à la désescalade des tensions entre les forces de sécurité et les communautés locales.

Pour atteindre ses objectifs, le projet met en œuvre des activités dans trois domaines stratégiques :

1: Enquêtes criminelles sur les cas de CTO déstabilisateurs

Le projet soutient les forces de l'ordre et les agences frontalières dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest afin de leur permettre



OBJECTIFS
DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE



À gauche : Assemblée générale de l'ESCo Volta Noire en novembre 2024 à Accra, Ghana

À droite : Un conseiller de la GIZ et un gendarme de Côte d'Ivoire analysent la zone cible du projet sur une carte.



d'enquêter et de poursuivre plus efficacement les auteurs de criminalité transnationale organisée, en particulier dans les centres de l'économie illicite liés à l'instabilité. Il renforce la coopération transfrontalière et consolide les capacités des acteurs chargés de l'application de la loi opérant dans les zones pilotes, afin qu'ils puissent contribuer aux enquêtes nationales et aux efforts de poursuite judiciaire.

2: Renforcer la résilience communautaire face à la CTO

Le projet met en œuvre des interventions de résilience communautaire en étroite collaboration avec la société civile locale et les parties prenantes communautaires, afin de rompre le lien entre les économies illicites, la violence et l'instabilité dans les zones frontalières. Il cible les personnes déjà impliquées ou à risque d'être attirées dans les économies illicites, en leur proposant des alternatives de moyens de subsistance et en sensibilisant aux risques à long terme liés à l'implication dans la CTO et les GANE. Pour réduire les incitations des communautés à rechercher la protection d'acteurs criminels, le projet mobilise les forces de l'ordre pour répondre aux griefs locaux liés à la sécurité et promeut les efforts de médiation à travers les infrastructures de paix. Ces mesures visent à renforcer la confiance, à soutenir les initiatives de consolidation de la paix et à accroître la résilience des communautés face aux effets déstabilisateurs des flux illicites.

3: Renforcer la base de connaissances sur la CTO grâce à la recherche et au journalisme d'investigation

Afin d'améliorer la compréhension des effets déstabilisateurs des économies illicites dans la région, le projet soutient la production d'analyses sensibles à la criminalité et leur utilisation dans les politiques et les programmes aux niveaux national et régional. Il collabore avec des institutions de recherche pour mener et

diffuser des études fondées sur des données probantes, et cartographie régulièrement les liens entre les flux illicites, l'instabilité et les conflits. Pour garantir la durabilité et l'appropriation locale, le projet renforce les capacités nationales et régionales en matière de recherche indépendante et de journalisme d'investigation, notamment à travers le soutien à des réseaux tels que WARNOC. En collaborant avec des journalistes d'investigation, le projet vise à corriger les récits erronés, à révéler l'impact de la CTO sur les communautés et à promouvoir la redevabilité ainsi qu'un débat public éclairé.

Résultats clés

- Deux évaluations de la sensibilité à la criminalité et à l'instabilité ont été menées, fournissant des éléments clés sur la zone cible du projet et orientant les stratégies de mise en œuvre.
- Validation d'un cadre de sécurité conjoint entre la Côte d'Ivoire et le Ghana pour la coopération transfrontalière face aux activités illicites.
- Formations ciblées organisées pour **104 agents des forces de l'ordre** dans quatre localités du nord de la Côte d'Ivoire et du Ghana afin de renforcer les compétences en renseignement, surveillance et coordination.
- Les agences de sécurité au Ghana et en Côte d'Ivoire ont reçu **14 motos** pour améliorer leur mobilité, ainsi que **25 talkies-walkies** et **25 paires de jumelles**.
- Des activités de sensibilisation communautaire dans trois au nord du Ghana ont permis de toucher **900 personnes**, renforçant la confiance et encourageant l'action collective contre les activités illicites.



Atelier annuel de planification du projet à Tamale, Ghana

Publié par
Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Siège de la société à Bonn et Eschborn, Allemagne
Soutien à l'atténuation des effets déstabilisateurs
du crime transnational organisé (M-TOC)
Cluster GIZ CEDEAO
3, Adekunle Fajuy Close, Asokoro, Abuja, Nigéria
www.giz.de/nigeria
T : +234 (0) 906 299 07 15
giz-nigeria@giz.de

Auteur
Cornelius Dabiet
Mise en page
GIZ
Mise à jour
Mai 2025
En coordination avec
Commission de la CEDEAO
Mandaté par
Ministère fédéral des Affaires étrangères
d'Allemagne

La GIZ est responsable pour le contenu de cette publication.